

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N° 2002662

REPUBLIQUE FRANÇAISE

N°

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Delphine Teuly-Desportes
Magistrat désigné

Le Tribunal administratif de Montpellier,

Audience du 9 juillet 2020
Lecture du 9 juillet 2020

Le magistrat désigné

335-03
D

Vu la procédure suivante :

Par une requête, et un mémoire complémentaire, enregistrés les 7 et 8 juillet 2020, M. M. actuellement retenu au centre de rétention administrative de Perpignan, demande au tribunal :

1°) de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire ;

2°) d'annuler l'arrêté du préfet du Gers du 5 juillet 2020 portant obligation de quitter le territoire français sans délai, fixation du pays de destination et interdiction de retour d'une durée de deux ans ;

3°) d'enjoindre au préfet du Gers de lui délivrer un titre de séjour portant la mention « vie privée et familiale » ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat le versement à son conseil de la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et des dispositions de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Il soutient que :

- l'obligation de quitter le territoire français est entachée d'une erreur de droit dès lors qu'il est demandeur d'asile en Slovénie et aurait dû faire l'objet d'une procédure de réadmission ;
- pour les mêmes motifs, l'obligation de quitter le territoire français est entachée d'une erreur d'appréciation ;
- l'interdiction de retour sur le territoire français est disproportionnée.

Par un mémoire en défense enregistré le 9 juillet 2020, le préfet du Gers conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par le requérant ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, et le protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New-York le 31 janvier 1967 ;
- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le règlement (UE) n° 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) ;
- le règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Teuly-Desportes, premier conseiller, pour exercer les pouvoirs qui lui sont attribués par l'article L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Teuly-Desportes, magistrat désigné ;
- les observations de Me Rosé, avocat désigné d'office, représentant M. Badaoui, qui maintient les moyens de la requête et fait valoir que l'ensemble de la procédure n'a pas été versé au dossier et que la carte de séjour slovène qu'il détient constitue une carte de demande de protection internationale, ainsi que la consultation de Google traduction le confirme, de sorte que l'erreur de droit doit être accueillie ;
- et les observations de M. Badaoui assisté de Mme Hamroun, interprète en langue arabe.

Considérant ce qui suit :

[] ressortissant marocain, né en 1990, conteste l'arrêté du préfet du Gers du 5 juillet 2020 portant obligation de quitter le territoire français, fixation du pays de renvoi et interdiction de retour d'une durée de deux ans.

Sur les conclusions tendant à l'admission provisoire au bénéfice de l'aide juridictionnelle :

2. En raison de l'urgence, il y a lieu d'admettre provisoirement [] au bénéfice de l'aide juridictionnelle en application de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne la légalité de l'obligation de quitter le territoire français :

3. D'une part, aux termes de l'article 18 du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 susvisé : « *L'État membre responsable en vertu du présent règlement est tenu de : / (...) / b) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le demandeur dont la demande est en cours d'examen et qui a présenté une demande auprès d'un autre État membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre État membre ; / (...) / d) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre État membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre État membre. / 2. Dans les cas relevant du champ d'application du paragraphe 1, points a) et b), l'État membre responsable est tenu d'examiner la demande de protection internationale présentée par le demandeur ou de mener à son terme l'examen. / (...) / Dans les cas relevant du champ d'application du paragraphe 1, point d), lorsque la demande a été rejetée en première instance uniquement, l'État membre responsable veille à ce que la personne concernée ait la possibilité ou ait eu la possibilité de disposer d'un recours effectif en vertu de l'article 46 de la directive 2013/32/UE. » Aux termes du 3. de l'article 19 de ce règlement : « *Les obligations prévues à l'article 18, paragraphe 1, points c) et d), cessent lorsque l'État membre responsable peut établir (...) que la personne concernée a quitté le territoire des États membres en exécution d'une décision de retour ou d'une mesure d'éloignement délivrée à la suite du retrait ou du rejet de la demande. / (...). »**

4. D'autre part, aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *I. — L'autorité administrative peut obliger à quitter le territoire français un étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et qui n'est pas membre de la famille d'un tel ressortissant au sens des 4° et 5° de l'article L. 121-1, lorsqu'il se trouve dans l'un des cas suivants : 1° Si l'étranger ne peut justifier être entré régulièrement sur le territoire français, à moins qu'il ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité ; (...) 6° Si la reconnaissance de la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire a été définitivement refusé à l'étranger ou si l'étranger ne bénéficie plus du droit de se maintenir sur le territoire français en application de l'article L. 743-2, à moins qu'il ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité ; (...). » Le premier alinéa de l'article L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que, sous réserve du droit souverain de la France d'accorder l'asile à toute personne dont l'examen de la demande relève de la compétence d'un autre État, « *l'étranger dont l'examen de la demande d'asile relève de la responsabilité d'un autre État peut faire l'objet d'un transfert vers l'État responsable de cet examen. »**

5. Les stipulations du 2 de l'article 31 de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et les dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile impliquent nécessairement que l'étranger qui sollicite la reconnaissance de la qualité de réfugié soit autorisé à demeurer provisoirement sur le territoire jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande. Dès lors, lorsqu'en application des dispositions du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, l'examen de la demande d'asile d'un étranger, sur laquelle il n'a pas encore été définitivement statué, ne relève pas de la compétence des autorités françaises mais de celle d'un autre État, la situation du demandeur

d'asile n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ni dans celui de celles de l'article L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, mais, exclusivement, dans celui des dispositions de l'article L. 742-3 du même code organisant la procédure de transfert vers l'État responsable de l'examen de la demande de protection internationale prévue par le règlement du 26 juin 2013. En vertu de ces dispositions, la mesure d'éloignement en vue de remettre l'intéressé aux autorités étrangères compétentes pour l'examen de sa demande d'asile ne peut être qu'une décision de transfert prise en application de cet article L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

6. Il ressort des pièces du dossier que [] a déposé une demande d'asile en Sloénie et dispose, après vérification par la traduction de la mention et consultation de la borne Eurodac, le 6 juillet 2020, d'une « carte de protection internationale », dont la validité court du 30 juin au 30 septembre 2020. Il est donc constant que cette demande d'asile n'a pas fait l'objet d'un refus définitif et il n'est nullement allégué, en défense, que les autorités slovènes auraient refusé la réadmission du requérant. Ainsi, dans les circonstances de l'espèce, en prononçant à l'encontre de [] une obligation de quitter le territoire français, sans disposer de l'assurance que la demande d'asile de l'intéressé avait été définitivement rejetée et que ce dernier ne disposait plus du droit de se maintenir provisoirement sur le territoire des États parties à la convention de Genève et sans envisager de le transférer aux autorités slovènes en application du règlement n°604/2013/UE, le préfet du Gers a méconnu les stipulations de cette convention et les dispositions des articles L. 511-1 et L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

7. Il résulte de ce qui précède que [] est fondé à demander l'annulation de la décision en date du 5 juillet 2020 par laquelle le préfet du Gers l'a obligé à quitter le territoire français, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens soulevés à l'appui des conclusions à fin d'annulation de cette décision.

En ce qui concerne les décisions portant refus d'octroi d'un délai de départ volontaire, fixation du pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français :

8. L'annulation de la décision du 5 juillet 2020 faisant obligation à [] de quitter le territoire français emporte, par voie de conséquence, l'annulation des décisions du même jour portant refus de délai de départ volontaire, fixation du pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français dans la mesure où elles sont privées de fondement.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

9. Si l'exécution du présent jugement n'implique nullement le titre de séjour sollicité, il y a lieu d'enjoindre au préfet du Gers de délivrer, sans délai, une autorisation provisoire de séjour à [] et de procéder au réexamen de son droit au séjour en France dans un délai d'un mois suivant la notification du présent jugement ;

Sur les frais liés au litige :

10. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de mettre à la charge de l'Etat quelque somme que soit au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. [REDACTED] est admis provisoirement au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Article 2 : L'arrêté en date du 5 juillet 2020 par lequel le préfet du Gers a prononcé à l'encontre de M. [REDACTED] une obligation de quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et a prononcé une interdiction de retour d'une durée de deux ans est annulé.

Article 3 : Il est enjoint au préfet du Gers de délivrer sans délai à [REDACTED] une autorisation provisoire de séjour et de réexaminer sa situation au regard de son droit au séjour en France dans le délai d'un mois suivant la notification du présent jugement.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. [REDACTED], au préfet du Gers et à Me Rosé.

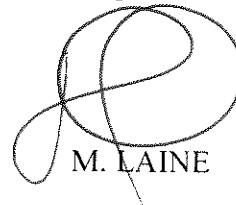
Lu en audience publique le 9 juillet 2020.

Le magistrat désigné,



D. TEULY-DESPORTES

Le greffier,

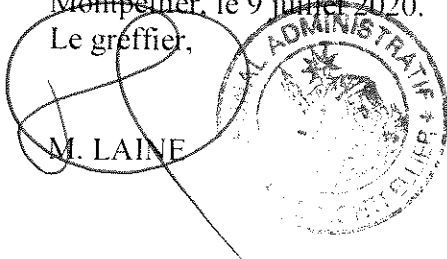


M. LAINE

La République mande et ordonne au préfet du Gers en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Montpellier, le 9 juillet 2020.

Le greffier,



M. LAINE

Administrative stamp: "M. ADMINISTRATIF" and "MONTPELLIER" with a star emblem.